

Les tribulations de Robert Bourgi à la DGSE

Xavier Monnier

Bakchich, 11 juillet 2008

Voici le 4e épisode de la saga épistolaire de Robert Bourgi, intermédiaire en Francafrique devant l'Eternel. Au menu cette semaine, une tentative (avortée) de fabrication d'un réseau parallèle à l'intérieur même de la vénérable DGSE.

Avocat ayant peu plaidé, maître Robert Bourgi connaît toutefois la nature humaine. Et particulièrement celle de son « petit papa » préféré, le président gabonais Omar Bongo, bien connu pour son attirance envers tout ce qui à trait à l'espionnage. Des penchants coupables qui n'ont pas échappé à Robert Bourgi. Ainsi, en 1994, l'émissaire de la Francafrique s'est-il activé pour lui dénicher un pont de la DGSE (renseignement extérieur français), bien pratique pour orchestrer quelques barbouzeries. En l'occurrence l'ambassadeur Guy Azaïs, alors directeur de la stratégie. à la DGSE, comme l'annonce Robert à son papa dans une missive datée du 15 mars 1994.

Habile, l'avocat commence par faire saliver le président gabonais en lui expliquant qu'Azaïs « vient me voir vendredi 18 mars à mon cabinet à 12h30 ». Mais, surtout, que Papa Bongo ne s'inquiète pas. « Nous avons fixé ce rendez-vous pour préparer notre rendez-vous commun à Libreville ». Papa Omar aura même droit à un petit encas au

téléphone avec le pont de la DGSE. « Je vous le passerais au téléphone. Je pense que le premier contact téléphonique entre vous est très opportun et très vraisemblablement, le stimulera (souligné deux fois!) pour les mois à venir » écrit l'avocat à son papa gabonais. Une stimulation fort mystérieuse mais promise, apparemment, à une belle réussite : « il est déjà préparé par mes soins ».

Et Bourgi de s'aventurer dans une comparaison biblique et fayotte, « Je ne craindrai pas d'être Job du moment que vous êtes satisfait ». Le tout est de savoir dans quelle grosse balaine l'intermédiaire compte séjourner pour Omar. La France en général ou la DGSE en particulier? La réponse apparaît dans une lettre datée du 22 mars 1994, tout comme le plan de bataille concocté par le « fidèle et respectueux serviteur » Bourgi. Azaïs et lui arriveront le 7 avril au matin à Libreville. Ils y resteront jusqu'au lendemain. Comme il n'est pas question d'éveiller les soupçons des services officiels, un malicieux subterfuge est prévu « pour sauvegarder toutes les apparences et nous permettre de continuer à vous servir directement et discrètement par la suite » : la barbouze logera « chez l'ambassadeur de France » et Bourgi, à l'hôtel. C'est sioux!

« Pour l'ambassadeur, c'est le ha-

sard (souligné) qui aura fait qu'Azaïs et moi-même soyons dans le même avion et séjournions dans la même période à Libreville » s'avance l'ami Bourgi. Tout ça pour ça... serait-on tenté de penser. Car l'ambassadeur Azaïs n'a pas fait long feu à la direction de la stratégie de la DGSE. En 1997, un nouveau directeur le remplace et fait quelque peu le ménage autour de

lui. Un homme que Robert Bourgi depuis lors ne porte guère dans son cœur et sur lequel il déverse des tombereaux de fiel. L'individu en question ? Un certain Bruno Joubert, désormais patron de la cellule africaine de l'Élysée et qui a promis de mener la vie dure aux vieux intermédiaires françafricains. Les vieilles rancœurs ne meurent jamais.